



FNEC FP-FO

FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE - FORCE OUVRIERE

Section départementale de l'Isère

CDEN du 24 avril 2018

Déclaration de la FNEC-FP-FO

Monsieur le Préfet,
Madame la Directrice Académique,
Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Ce qui nous réunit ce soir illustre parfaitement la territorialisation en marche.

Le contexte actuel nous montre qu'elle ne concerne pas uniquement l'École.

Les **cheminots** exigent le maintien de leur statut national, pour un service public ferroviaire au service de tous sur l'ensemble du territoire national.

Les **avocats** exigent les moyens indispensables pour une justice qui puisse être la même pour tous sur l'ensemble du territoire national.

Les **lycéens** et leurs **professeurs** exigent le maintien du baccalauréat premier diplôme universitaire, valide sur l'ensemble du territoire national.

Les **étudiants** et leurs professeurs refusent, par leur mobilisation, la destruction des services publics et exigent le retrait de la loi ORE.

Les **médecins**, pour pouvoir soigner tout le monde sur l'ensemble du territoire national, exigent l'abrogation de la loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoire » et la fin du numerus clausus, l'arrêt de l'asphyxie budgétaire des hôpitaux, et le maintien des cotisations pour pouvoir conserver la Sécurité sociale.

C'est dans ce contexte, que nous devons valider les **nouvelles organisations du temps scolaire demandées par les communes de notre département.**

C'est dans ce contexte que nous rappelons que **les enseignants de l'École publique exigent le maintien de leur statut national, le respect de leur indépendance pédagogique dans le cadre de programmes nationaux.**

En leur nom - car c'est la question qui nous occupe ce soir - nous demandons à ce que le calendrier scolaire redevienne, dès la rentrée 2018, **le calendrier du territoire de la République : 4 jours de classe par semaine, avec pause hebdomadaire le mercredi, sur 36 semaines.**

Les décrets successifs pris par les différents ministres de l'Éducation nationale, quel que soit le gouvernement, ont **mis à mal le caractère national de l'École publique.**

La Nation a le devoir de donner à la jeunesse les mêmes chances, que l'on soit à Grenoble, Nantes ou... La Salle-en-Beaumont par exemple.

La FNEC-FP-FO observe aujourd'hui le retour massif à la semaine de 4 jours. La dérogation semble bien devenir la norme. D'où une première conclusion : que de temps et d'énergie perdus pendant les 5 dernières années !

Des communes avaient d'abord revendiqué « *le droit de prendre le temps* », « *la possibilité de poursuivre en allant plus loin* »...

Elles ont su ensuite entendre les familles et les enseignants, c'est à dire les personnes les plus à même d'évaluer les effets de la désorganisation des rythmes scolaires sur les apprentissages et de voir où se trouve l'intérêt de leurs enfants, de leurs élèves.

Les dérives des décrets successifs sautent aux yeux : **territorialisation de l'École et confusion scolaire/périscolaire pour ne citer que les plus importantes.**

Les ministres successifs de l'Éducation Nationale ont choisi d'ignorer les critiques et les réserves du rapport de l'IGEN évoquant « *l'alourdissement des semaines des enfants* » ou affirmant entre autres « *les sciences, les arts et surtout l'EPS apparaissent en danger* » et ils sont passés en force contre les enseignants, en ignorant leurs mises en garde.

C'est tout simplement les mépriser. Car, quand on met sur le même plan, animateurs, éducateurs, associations, partenaires divers... et enseignants, **c'est une façon de mépriser les enseignants !**

C'est nier leurs compétences, leur capacité à mesurer les effets d'une expérimentation, qui plus est, réalisée sur leurs élèves !

Qui, mieux qu'un enseignant, peut constater l'impact de l'organisation du temps scolaire sur les enfants ? Qui a une place privilégiée pour mesurer l'évolution des comportements et la disponibilité pour les apprentissages ?

Les discussions sur le sujet ont été l'occasion pour certains de rappeler que les enseignants sont méprisables et ne sont pas dignes d'être entendus, ni même seulement d'être écoutés !

Dans ce département, les résultats alarmants de l'enquête menée sous la responsabilité du CHS-CT ont été balayés par les DASEN et les recteurs, comme ont été balayées les remarques importantes faites dans les conseils d'école ou les consultations. En voici quelques-unes, souvent citées par des parents :

- « *On nous dit qu'il faut faire attention au choix que nous allons faire parce que le temps périscolaire risque d'être de moindre qualité. Mais, moi, ce qui m'importe d'abord, c'est le temps scolaire, et qu'il gagne en qualité !* »
- « *On nous dit que pour les enfants, les temps périscolaires sont des temps d'éducation non formelle, qui contribuent à leur socialisation et leur émancipation. Je ne comprends pas. La socialisation, l'émancipation ... ce sont justement deux objectifs majeurs de l'École !* »
Donnons alors à l'École les moyens de travailler au mieux pour atteindre ces objectifs. Est-ce qu'ils seront mieux atteints avec des animateurs pas ou très peu formés ? Est-ce qu'ils seront atteints avec des activités parfois bien loin de leurs intitulés alléchants ? Pire encore : avec des temps libres, sans aucune activité proposée, sans aucun enjeu éducatif ? Je ne le pense pas ! On marche sur la tête. »
- « *Je ne comprends pas. Pourquoi on n'écoute pas les enseignants ? C'est vous qui êtes avec les enfants toute la journée ; c'est vous qui voyez ce qui est le mieux pour qu'ils apprennent bien, pour qu'ils progressent. Je ne comprends pas. Pourquoi on n'écoute pas les enseignants ?* »

Oui, pourquoi ? ...

Comme l'indiquait avec honnêteté un représentant des maires lors du CDEN du 6 novembre 2017, ce n'est pas le métier des maires d'analyser les effets des organisations du rythme scolaire sur les élèves.

Il nous faut répondre avec autant d'honnêteté à cette question toute simple : « C'est le métier de qui ? »

En ignorant les alertes répétées des enseignants, le message envoyé par les gouvernements a été très dommageable pour leur image. Car ce message, insidieux, a été répété : « *Les enseignants ne sont pas capables de voir l'intérêt de l'enfant ; ils ne voient que leur propre intérêt !* ». Ce message nécessite aujourd'hui de rétablir une confiance parfois mise à mal.

Lors du CDEN du 6 novembre 2017, Mme l'IEEN adjointe ne déclarait-elle pas en évoquant les discussions en conseil d'école : « *Le sujet peut être abordé... mais il doit bien être traité du point de vue enfant et non du point de vue uniquement des enseignants et de leur temps de travail. Ce qui prime, c'est l'enfant et la qualité de ce qui est proposé.* » ? Cette déclaration est lourde de sens, et malheureusement emblématique du mépris régulièrement affirmé à l'occasion des temps d'échange au sujet de l'organisation du temps scolaire.

Quand donc la hiérarchie comprendra-t-elle qu'il est grand temps d'envoyer des signes de reconnaissance aux enseignants ? La situation est grave et trop d'enseignants souffrent.

Ce soir, nous avons été écoutés... mais aurons-nous été entendus ?